

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION,
PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- NISAF N° 008624*
- VU** la Constitution ;
 - VU** la Charte de la Transition ;
 - VU** le décret n° 2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier Ministre ;
 - VU** le décret n° 2015-892/PRES-TRANS du 19 juillet 2015 portant remaniement du Gouvernement ;
 - VU** la loi n°006-2003/AN du 24 janvier 2003 et son modificatif n°0499/2013/AN du 28 novembre 2013, relative aux Lois de Finances ; *28/11/2015*
 - VU** le décret n°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 et son modificatif n°2013-1311/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2013 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
 - VU** le décret n°2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 et son modificatif n°2013-1312/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2013, portant régime juridique applicable aux comptables publics ;
 - VU** le décret n°2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 et son modificatif n°2013-1276/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2013 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;
 - VU** le décret n°2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 et son modificatif n°2013-1277/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2013 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;
 - VU** le décret n°2006-186/PRES/PM/MFB du 02 mai 2006, portant création des perceptions spécialisées auprès des départements ministériels et des institutions ;
 - VU** le décret n°2015-145/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 09 février 2015 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Sur rapport du Ministre de l'Economie et des Finances ;

Le Conseil des Ministres de la Transition entendu en sa séance du 18 juin 2015 ;

D E C R E T

Article 1 : Il est autorisé la perception des recettes issues de l'acquisition des codes d'accès à l'inscription en ligne aux concours de la Fonction Publique.

L'acquisition du code se fait par l'une des méthodes suivantes :

- achat par envoi de messages aux numéros courts ;
- achat par paiement électronique;
- achat de cartes grattables prépayées.

Article 2 : Pour les options d'achat par envoi de messages aux numéros courts et d'achat par paiement électronique, des conventions sont signées entre le Ministère en charge de la Fonction Publique et chacun des prestataires.

Article 3 : Les recettes ainsi réalisées sont entièrement reversées au budget de l'Etat.

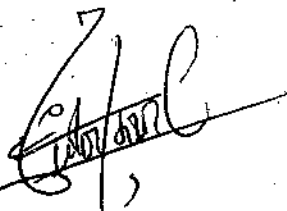
Article 4 : Les tarifs des prestations ainsi que les modalités de perception des recettes sont fixés par arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre chargé de la fonction publique.

Article 5 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Article 6 : Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 28 août 2015

Le Premier Ministre

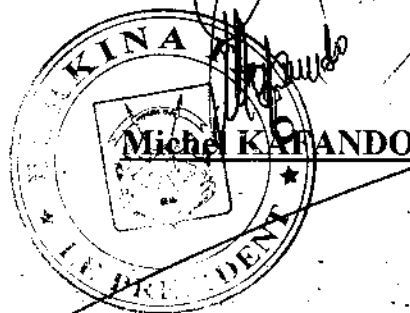


Yacouba Isaac ZIDA

Le Ministre de la Fonction Publique,
du Travail et de la Sécurité Sociale



Augustin LOADA



Le Ministre de l'Economie
et des Finances



Jean Gustave SANON